

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi  
6 avril 1976

No 464

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

**La presse égyptienne démasque la politique impérialiste de Moscou**

A la suite des violentes attaques des sociaux-impérialistes soviétiques contre l'Égypte qui a osé abroger le traité «d'amitié» soviéto-égyptien la presse égyptienne riposte avec force et fermeté. Tous les articles du «Quotidien du peuple», organe central du Parti communiste chinois, et de l'Agence Chine nouvelle soutenant résolument l'Égypte sont publiés en première page. Par ailleurs la plupart des journaux estiment qu'il faut s'attendre à des représailles soviétiques.

C'est le cas notamment du «Gomhouria» qui écrivait dimanche matin : «L'Égypte se prépare à toutes les éventualités en particulier à un embargo sur les pièces de rechange destinées aux usines civiles ou à un rappel des experts civils soviétiques.» Le journal rappelle comment, à l'époque de Nasser, le canal de Suez a fonctionné en 1956 en dépit du départ de la majorité des pilotes étrangers et écrit qu'il faudra savoir faire de même aujourd'hui.

«Al Gomhouria» affirme d'ailleurs à ce propos que le gouvernement soviétique a demandé pour la deuxième fois des augmentations de salaires excessives pour ses experts en Égypte.

De son côté, le quotidien «Al Ahrâm» sous la plume de son rédacteur en chef fait remarquer que «les dirigeants soviétiques "manquent de courage" en adressant à l'Égypte une note anonyme». L'éditorial publie en suite un long réquisitoire de l'Union soviétique.

L'éditorialiste du quotidien caïrote souligne que l'Union soviétique «refuse de fournir du blé à l'Égypte, ainsi que des "Mig 21", qu'elle a tardé à livrer des "Mig 23", qu'elle n'a fournis avant octobre 1973 qu'un tiers des armes convenues une année auparavant, qu'elle a réclamé des intérêts sur les dettes militaires, qu'elle insiste pour avoir des produits manufacturés par le secteur privé et qu'enfin elle autorise les juifs soviétiques à émigrer en Israël, lui permettant de tuer les Arabes et d'occuper leurs terres».

D'autre part, l'hebdomadaire écrit que «le complot soviétique vise à porter atteinte à l'unité nationale et à diviser le front intérieur». (Lire en page 2 notre article sur la note soviétique.)

**Midi viticole**

## POUR LA LIBÉRATION D'ALBERT TISSEYRE

**A Nîmes, Carcassonne, Béziers, puissantes manifestations**



La manifestation à Carcassonne.

Albert Tisseyre, le viticulteur de l'Aude arrêté jeudi dernier a été inculpé vendredi soir par le juge d'instruction. Il serait emprisonné à la prison des Baumettes à Marseille. Le pouvoir vient ainsi de se livrer à une nouvelle provocation dont on peut être sûr qu'elle ne tardera pas à lui retomber sur les pieds. Albert Tisseyre est jeté en prison pour s'être dressé comme des milliers d'autres des siens contre l'exploitation dont sont victimes les viticulteurs, pour avoir résisté aux agressions des forces de police. Et pendant ce temps, ceux qui ont assassiné deux paysans à Epinal et Montredon sont libres.

Samedi, à Carcassonne, Nîmes et Béziers, des milliers de personnes ont manifesté pour la libération d'Albert Tisseyre.

A Carcassonne plus de 7 000 personnes ont participé à un meeting avant de manifester. Un dirigeant du Comité d'action viticole de l'Aude devait affirmer : «Tu as un peuple avec toi. Nous prenons l'engagement de continuer la lutte jusqu'à ce que tu sois revenu au milieu de tes vignes».

A Béziers, environ 15 000 personnes se sont rassemblées également. A Nîmes, ce sont environ 3 000 personnes qui ont manifesté.

Cette mobilisation dé-

montre avec force que les viticulteurs n'ont pas l'intention de rester les bras croisés face à la répression. D'autant plus que malgré les promesses faites par le gouvernement au lendemain des affrontements de Montredon, rien n'a été fait pour répondre aux revendications des viticulteurs. Alors que ceux-ci ne peuvent toujours pas vendre leur vin, le gouvernement vient de décider de supprimer la taxe sur les importations de vin italien. Les gros négociants vont donc à nouveau y avoir recours massivement, réalisant ainsi d'énormes profits tandis que les petits viticulteurs sont acculés à la ruine.

**Corse**

## LA PLUS IMPORTANTE MANIFESTATION DEPUIS 1944

La Corse a connu samedi la plus importante manifestation depuis la Libération. Environ 15 000 personnes en effet sont venues de toute la Corse et se sont rassemblées à Bastia pour exiger la libération d'Edmond Siméoni et de ses camarades emprisonnés.

A 18 heures, le cortège, précédé de banderoles demandant «la libération du docteur Edmond Siméoni et de ses camarades, la suppression de la Cour de sûreté de l'État et la fin de la répression» s'est ébranlé.

La manifestation s'est achevée par un meeting sur la place de l'Hôtel de Ville près du vieux port de Bastia. Marcel Bartoli, un avocat bastiais, dirigeant de l'«Associu di patrioti corsi» (APC), héritier spirituel de l'ex-ARC, a lu une motion adoptée par tous les participants, déclarant notamment :

«Les Corses se sont rassemblés le 3 avril par dizaines de milliers pour affirmer que le moment était venu pour le pouvoir de mettre un terme à la politique de provocation-répression du ministre de l'Intérieur».

## Le Conseil de l'Ordre des médecins en accusation

(p. 7)

**Toulouse**

## Grève générale dans le bâtiment

Depuis le jeudi 18 mars (journée nationale d'action), les travailleurs de la construction sont en grève générale. Ces dernières années, les 30 000 travailleurs du bâtiment et des travaux publics de Toulouse (65 000 dans la région) ont subi les dures attaques du patronat et du pouvoir pour leur faire payer les frais de la crise du bâtiment. 59 dépôts de bilan et faillites d'entreprises, 2 000 licenciements, des milliers de chômeurs, réductions d'horaire entraînant une perte de salaire de plus de 20 %, dégradation des conditions de travail, cadences accélérées entraînant des accidents graves. Le préfet de région a déclaré : dans le cadre du plan de relance, certaines entreprises auront du travail, d'autres non. C'est une solution de misère mais c'est une solution !

Depuis le 18 mars la totalité des chantiers est pratiquement paralysée. Les ouvriers occupent la chambre patronale, transformée en quartier-général de la grève. Ce grand mouvement, enclenché et développé sous la pression de la base, inégal depuis 68, est largement suivi. A ce jour, 70 % des ouvriers poursuivent la grève. Des entreprises qui n'avaient jamais débrayé participent à l'action. Cette large mobilisation et combativité des travailleurs a débordé les dirigeants syndicaux. Les objectifs immédiats du mouvement sont : l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et de sécurité. Actuellement les 4 catégories (du manœuvre à l'OS 3) sont payées au SMIC. La valeur actuelle du point est de 8,87, déterminée par la grille

de salaire du patronat, demandée et défendue par la CGT. Par ce biais le patronat surexploite et divise les travailleurs de la construction.

La direction CGT a mis en avant sans consulter les travailleurs la revendication du point à 10 F de l'heure, ce qui donnerait à peine le SMIC pour le manœuvre. La direction CFDT avait suivi tout en étant influencée par la section la plus forte de Chauillac qui réclame l'augmentation égale pour tous de 250 F. Lors de la première négociation le patronat a proposé 9,30 F et accepté 7 % d'augmentation sur les salaires réels. C'est à 90 % que l'AG des ouvriers l'a refusé imposant du même coup sa volonté aux bonzes syndicaux.

(Suite page 3)

## Italie

## ... Et si la mafia recrutait dans le PCI ?

La municipalité de la ville italienne de Parme, composée de socialistes et de membres du faux parti communiste de Berlinguer, est dans l'embarras. Un scandale financier vient d'éclater dans la ville, portant sur la «modeste somme» de 30 milliards de lire (18 millions de francs lourds) et sept personnes ont déjà été placées sous les verrous, parmi lesquelles 2 anciens conseillers municipaux, un socialiste et un «communiste».

C'est une vaste opération immobilière qui a valu à ces deux anciens élus et à leurs cinq compères d'être incarcérés sous l'accusation de corruption.

En 1965, la municipalité avait exproprié tout un quartier de Parme, à raison de 1 000 lire le m<sup>2</sup>, afin, officiellement de construire des logements populaires. Quatre ans plus tard, le conseil municipal votait une dérogation au plan d'urbanisme, destinant la zone expropriée à un centre administratif. La réalisation du projet était confiée à une société privée, la SIEM, qui rachetait en 1972 le terrain à 5 000 lire le m<sup>2</sup>. Elle projetait d'y construire des résidences, en estimant cette fois le m<sup>2</sup> à 100 000 lire, soit une possibilité de bénéfice de 30 milliards de lire.

C'est le 17 mars dernier qu'une enquête judiciaire était officiellement ouverte. Elle devait conduire à l'arrestation de 7 personnes, dont plusieurs avaient eu des responsabilités politiques locales tout en étant en rapport avec la SIEM.

Les deux dernières arrestations ont été opérées le 2 avril au soir. L'une des deux personnes visées n'est autre que l'architecte turinois Franco Berlando qui en 1960 était conseiller régional du PCI...

D'un scandale financier ordinaire, nous n'aurions pas parlé. Chacun sait que l'escroquerie, la corruption et la pratique à grande échelle des pots-de-vin en tout genre sont monnaie courante dans la gènte capitaliste, pas moins en Italie qu'en France. Mais ici le scandale a des implications et une signification politiques particulières. La fédération du Piémont du PCI l'a bien compris, qui, en apprenant l'implication de Franco Berlando dans le scandale, a immédiatement décidé de le suspendre du parti. Il n'est pas dit, malgré cet empressement de la fédération du PCI du Piémont, que cela évite à Berlinguer de perdre quelques plumes dans l'affaire, tout au moins dans la région de Parme...

USA :  
400 000 CAMIONNEURS  
EN GREVE

Depuis le 1er avril, 400 000 camionneurs et employés d'entrepôts, qui transportent ordinairement environ 60 % des produits manufacturés aux USA, sont en grève pour imposer l'augmentation de leurs salaires. A San-Francisco où le mouvement est particulièrement fort, les grévistes qui ont mis en place des piquets de grève massifs parviennent à bloquer tout transport en commun depuis le 31 mars. Le gouvernement Ford menace d'appliquer la loi Taft-Hartley si la grève se prolonge. Cette loi donne au gouvernement le droit de mettre fin à la grève — sans qu'ils soit précisé par quels moyens... — pendant une période de 80 jours.

Après son voyage à Bonn,  
Anouar El Sadate reçu à Paris  
Violentes attaques soviétiques  
contre l'Égypte

*L'Union soviétique sociale-impérialiste est fustigée dans toute la presse égyptienne. Et l'on s'attend au Caire à ce que Brejnev, dont le masque d'«ami des peuples» est de plus en plus lézardé, entreprenne des représailles contre l'Égypte. Déjà la presse révisionniste de Moscou contre-attaque violemment, et samedi, après la Pravda, c'était au tour de l'organe du gouvernement de Brejnev, les Izvestia, d'accuser le président Anouar El Sadate de «pousser» l'Égypte «sur un mauvais chemin».*

«Ce chemin n'est pas seulement antiégyptien, mais il est en même temps antiarabe dans la mesure où il porte préjudice à la lutte anti-impérialiste et antisioniste des peuples arabes», écrit le plume révisionniste Vladimir Koudriavtzev, et de répandre ses foudres et les pires calomnies sur «les dirigeants égyptiens» qui s'efforcent «de justifier leur politique d'accommodement avec les agresseurs et leurs protecteurs». Les sociaux-impérialistes fulminent et hurlent parce que «l'abrogation de l'accord a été unilatéralement décidée sans aucune consultation préalable avec l'Union soviétique».

L'ÉGYPTÉ REJETTE  
LES PROTESTATIONS  
DE L'URSS

Répondant par avance à ces fureurs, la tribune «Arabe socialiste d'Égypte» rejetait vendredi soir sur l'URSS la responsabilité de la «dégradation des relations entre l'Égypte et l'Union soviétique». Dans un communiqué, la tribune, que préside le premier ministre, Mamdouh Salem, déclarait que la réponse du gouvernement soviétique à l'abrogation du «traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique» «n'est qu'un tissu de mensonges et d'allégations portant atteinte au peuple égyptien et à sa direction politique».

Le communiqué accusait également l'URSS d'avoir tenté d'imposer sa tutelle sur l'Égypte. Après avoir mis l'accent sur les «démarches soviétiques effectuées à la veille de la guerre de juin 1967 en vue de dissuader

l'Égypte de prendre l'initiative sur le terrain, entraînant la catastrophe nationale de juin». Le communiqué reprochait encore à l'URSS d'avoir renforcé le potentiel humain de l'adversaire en autorisant l'immigration de juifs soviétiques en Israël et d'avoir imposé un véritable blocus économique à l'Égypte en refusant de reporter l'échéance de ses dettes publiques ou de lui accorder une période de grâce «au moment où l'Égypte traverse une phase économique délicate».

Dans le même temps le ministre égyptien des Affaires étrangères rejetait pour la seconde fois une note de protestation soviétique adressée à l'Égypte — cette même note avait déjà été rejetée le 31 mars par le vice-président égyptien, Hosni Moubarak, lors de son entretien avec l'ambassadeur d'URSS au Caire.

Cette note, était-il précisé au Caire, qui avait été remise par le chargé d'affaires soviétique au chef du protocole du ministère égyptien des Affaires étrangères, représentait une ingérence dans les affaires intérieures de l'Égypte portant atteinte à sa souveraineté. L'on sait en effet que les sociaux-impérialistes ne reculent pas devant de telles ingérences. L'on pourrait encore citer pour illustrer cela l'article de Koudriavtzev dans les Izvestia de samedi qui suggère avec insistance que Sadate ne suivrait pas «la ligne politique progressiste à laquelle s'en tenait l'Égypte pendant la présidence de Gamal Abdel Nasser» et que par conséquent, n'est-ce pas, il faudrait peut-être songer à prendre des

mesures pour qu'il soit mis un terme à cela. Ingérence grossière s'il en est.

Par ailleurs à Bonn, dans les milieux proches de la délégation gouvernementale égyptienne qui a accompagné le président Sadate dans sa visite officielle en Allemagne fédérale, l'on indiquait vendredi que les fournitures soviétiques à l'Égypte se sont limitées depuis la guerre d'Octobre 1973 à des pièces de rechange pour armes lourdes qui seront inutilisables d'ici un ou deux ans, et que même durant la guerre du Kippour l'Égypte n'a pas reçu un seul char de l'URSS. L'on démentait de même source des informations en provenance de Washington selon lesquelles l'Égypte continuerait, malgré la rupture avec l'URSS, à recevoir de Moscou des avions, des chars et des fusées. Ces informations, était-il précisé, sont destinées à troubler les bonnes relations de l'Égypte avec les pays occidentaux...

Pendant longtemps et impitoyablement, les révisionnistes soviétiques ont exercé des pressions très fortes sur l'Égypte, pour se l'assujettir. Depuis longtemps aussi, mais aujourd'hui avec une fermeté plus grande, l'Égypte s'oppose à ces tentatives de contrôle social-impérialiste, de même qu'à l'exploitation à laquelle la soumettaient les nouveaux tsars du Kremlin.

L'URSS RESPONSABLE  
DES DIFFICULTÉS  
ÉCONOMIQUES  
DE L'ÉGYPTÉ

Ces derniers temps, selon les propres déclarations du gouvernement égyptien, l'Égypte connaît de sérieuses difficultés économiques. Mais, ainsi que l'écrit samedi dans l'un de ses commentaires, le Quotidien du peuple, organe central du Parti communiste chinois, «l'Égypte a été contrainte d'allouer tous les ans plusieurs centaines de millions de dollars au règlement de ses dettes militaires envers l'Union soviétique, un montant important de ses réserves en devises, le quart de sa récolte de coton et de vastes quantités de biens d'exportation étant ainsi passés entre les mains soviétiques. Tout ceci n'est-il pas la cause même des graves difficultés économiques de l'Égypte?»

EN CISJORDANIE ET A TEL-AVIV  
LA COLÈRE MONTE CONTRE LE SIONISME

Par suite de l'arrestation par les sionistes de 48 personnes dans la journée du 1er avril, la colère s'est mise à gronder avec plus de force encore en fin de semaine parmi la population de Cisjordanie. La plupart des personnes arrêtées étaient des lycéens qui, à Tulkarem, Djenine, Kfar Irtab, et Kalkilya avaient manifesté contre le sionisme et qui s'étaient protégés de la violence des forces de répression en édifiant des barricades

avec des vieux pneus et qui avaient riposté à coups de pierres.

Par ailleurs, à Tel-Aviv même, plusieurs centaines de personnes ont manifesté le soir du 2 avril pour protester contre les expropriations auxquelles se livre l'État sioniste en Galilée et pour exiger la libération des Arabes détenus à la suite des affrontements qui avaient eu lieu le 30 mars entre manifestants et forces de l'ordre sionistes et fascistes.

FINLANDE :  
LES PORTS BLOQUÉS  
PAR LA GREVE

Les ports finlandais sont totalement paralysés depuis samedi. Le 2 avril au soir, les 4 000 dockers de Finlande ont en effet décidé à une écrasante majorité de se joindre à la grève des 17 000 membres d'équipage de la Marine marchande commencée au début de la semaine dernière.

C'est pour obtenir satisfaction sur des hausses de salaires que dockers et marins sont entrés en lutte. 50 bateaux occupent les différents ports de Finlande.

De leur côté les 40 000 travailleurs de l'industrie alimentaire poursuivent leur mouvement commencé le 25 mars.

Ces luttes massives surviennent peu de temps après que des syndicats aient signé, au début de cette année des accords avec les patrons pour des augmentations de salaires de l'ordre de 6 à 7 %. Ces accords, les travailleurs les rejettent et infligent ainsi un sérieux revers aux partisans de la collaboration de classe.

\*\*\*\*\*

GRECE :  
REPRESSION CONTRE LES  
GRÉVISTES

Plus de 5 000 ouvriers des carrières et mines de magnésie de l'île d'Eubée sont en grève depuis le 1er avril. Ils luttent pour contraindre la bourgeoisie à augmenter leurs salaires de 150 à 200 %.

Le 2 avril dans l'après-midi des affrontements violents se sont produits entre les grévistes et la police. La gendarmerie était en effet intervenue pour déloger les ouvriers et faire respecter à coups de grenades lacrymogènes ce que la bourgeoisie dit être la «liberté du travail». Au cours de ces affrontements, des travailleurs ont été blessés, et 38 ont été arrêtés parmi lesquels 15 seront déferés devant les tribunaux correctionnels.

\*\*\*\*\*

ESPAGNE :  
ÉCHEC A LA REPRESSION

La répression continue de plus belle en Espagne contre les travailleurs. Ainsi le 1er avril, la bourgeoisie a envoyé sa police arrêter quelque 76 ouvriers d'imprimerie.

Le 3 avril, 9 jeunes basques, accusés d'appartenance à l'ETA, comparaissent devant le tribunal d'ordre public de Madrid. Le procureur requiert contre eux des peines de 4 à 5 ans de prison pour appartenance à une association illicite. Il requiert en outre contre 3 des accusés des peines de 5 à 12 ans pour port d'armes illégal.

Mais de plus en plus cette répression est mise en échec. Elle n'empêche pas les travailleurs d'entrer en lutte.

C'est ainsi par exemple que le 3 avril également de nombreux employés de la Compagnie téléphonique espagnole se sont mis en grève pour imposer leurs revendications salariales. Commencé le matin, le mouvement n'a cessé de s'étendre toute la journée. A Madrid plus de 30 % des employés étaient en grève en début d'après-midi, à Barcelone ils étaient 70 %, en Biscaye 60 %. Au Guipuzcoa, à Gerone, en Navarre et dans les autres provinces, les employés étaient également en grève.

## nouvelles intérieures

## Après la réunion du Conseil européen

## L'EUROPE DANS L'IMPASSE

En dépit des déclarations faussement optimistes faites par Giscard d'Estaing à la fin de la réunion du conseil européen de vendredi dernier, il est clair pour tout le monde que cette réunion s'est soldée par un échec complet et des désaccords sur tous les points abordés.

Samedi le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères a déclaré à ce sujet : « Je n'en ferai pas un secret : les résultats du conseil ne nous ont pas satisfaits... »

Pour la première fois en effet, aucun communiqué commun n'a pu être publié à l'issue de la réunion.

Trois points se trouvaient à l'ordre du jour. Le plus important portait sur la situation économique et monétaire des pays ouest-européens.

Celle-ci se caractérise par l'effondrement de plusieurs monnaies ; notamment de la lire italienne et de la livre sterling. Cette situation se traduit par un développement de la concurrence entre les pays capitalistes ouest-européens qui va évidemment à l'encontre de l'union des pays de la Communauté économique européenne et la menace dans son existence même. L'affaiblissement des monnaies, leur dévaluation de fait signifient une hausse des prix à l'exportation et l'invasion des marchés des pays dont la monnaie est plus forte. Ceux-ci sont donc tentés de prendre des mesures de caractère protectionniste. L'intérêt des pays capitalistes ouest-européens est donc d'essayer de définir une politique économique et monétaire commune. Il s'agit en particulier de soutenir les monnaies les plus affaiblies afin d'arrêter le processus de désintégration

de la CEE. C'est notamment cette question qui a été discutée lors du conseil européen. Un seul pays a aujourd'hui suffisamment de réserves monétaires pour apporter ce soutien : c'est l'Allemagne de l'Ouest. Mais celle-ci a refusé de s'engager dans cette voie tant qu'elle n'aura pas de garanties suffisantes de la part des pays concernés. Elle court en effet le risque d'affaiblir de façon importante ses réserves monétaires sans que cela permette d'arrêter la chute des monnaies concernées. Elle demande comme préalable aux autres pays ouest-européens de mettre un terme à la crise économique qu'ils traversent...

Pour cela elle leur demande en particulier de prendre des mesures faisant supporter encore plus le poids de la crise par les travailleurs, notamment en bloquant les salaires. La CEE se trouve ainsi dans une situation inextricable. Ou bien la chute des monnaies se poursuit et la concurrence au sein de la CEE s'aiguise encore, ou bien l'Allemagne soutient ces monnaies mais court elle aussi des risques importants. De tout cela il ressort que l'union économi-

que et monétaire des pays ouest-européens est en fait impossible à réaliser. Il s'agit en effet de pays capitalistes qui même s'ils ont des intérêts communs ont également des intérêts économiques divergents. La crise générale du système capitaliste a pour conséquence d'exacerber des contradictions.

Le deuxième point à l'ordre du jour portait sur les modalités d'élection du Parlement européen au suffrage universel prévue pour mai 1978. Là encore l'accord n'a pas pu se faire. L'Italie et la Grande-Bretagne s'étant opposées aux propositions de Giscard d'Estaing, pour des raisons de politique intérieure.

Le troisième point était l'examen du rapport du premier ministre belge, Tindemans, visant à renforcer l'union européenne. Comme on peut s'en douter, la discussion sur le rapport n'a pas pu s'engager.

Les pays capitalistes ouest-européens se trouvent ainsi dans une situation contradictoire. D'une part ils ne peuvent surmonter leurs contradictions, d'autre part ils sont obligés de s'unir face aux deux superpuissances. A

## A son tour, le PS se met en campagne... électorale

On a encore beaucoup parlé d'élections au cours de ce week-end, notamment à la réunion du Comité directeur du Parti socialiste. Celui-ci devait examiner la tactique électorale du PS pour les prochaines municipales. Tandis que les travailleurs développent leurs luttes contre l'exploitation capitaliste tous les partis bourgeois mijotent leurs tactiques, les uns pour se maintenir au pouvoir, les autres pour y accéder. Et à droite comme à gauche chaque parti bourgeois réfléchit à la façon de plumer ses alliés. Il y a quelque temps, Marchais

avait adressé une lettre à Mitterrand pour lui proposer de constituer des listes communes dans toutes les villes de moins de 30 000 habitants. Moyen pour les dirigeants révisionnistes de s'installer dans des municipalités où jusque-là les socialistes détenaient le pouvoir en compagnie de la droite comme à Lille ou bien à Marseille. Les socialistes détenant plus de municipalités que le PCF, la proposition de Marchais vise à permettre l'installation du PCF dans un nombre grandissant de municipalités.

Divisé sur la tactique à adopter (la minorité du CERES voulant répondre favorablement à Marchais) le Comité directeur du PS s'est finalement mis d'accord sur un texte de compromis selon lequel la règle sera la constitution de listes communes mais prévoyant la

possibilité de listes composées ou bien de socialistes seuls ou bien de socialistes et de radicaux. C'est là ce que le maire de Lille, Mauroy, avait laissé entendre samedi à RTL.

On peut supposer que ces exceptions seraient notamment le cas de villes importantes comme Lille ou Marseille.

Dès samedi après-midi, Bocquet, du Comité central du PCF avait publié un communiqué déclarant : « Nous refusons cette conception ». Les dirigeants révisionnistes veulent en effet pouvoir être assurés d'obtenir des strapontins dans toutes les mairies socialistes.

Les grandes manœuvres ne font que commencer. C'est à qui tirera la plus grosse part de l'exploitation des travailleurs.

ce sujet le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand affirmait : « Il n'existe, ni pour nous ni pour les autres partenaires de la Communauté européenne, d'alternative à l'unité européenne. »

Il est clair que l'actuelle situation de division des pays capitalistes ouest-européens ne peut que favoriser les pressions des superpuissances et notamment du social-impérialisme russe. On doit s'attendre à ce qu'il cherche à en tirer profit. Pour les travailleurs européens, les choses sont claires : ils doivent combattre avec force la volonté de leurs gouvernements capitalistes, de leur faire payer la crise ; ils doivent également combattre les pressions et les ingérences des superpuissances.

## Révisionnisme sans frontière

## MARCHAIS A TOKYO

Georges Marchais, chef de file des révisionnistes français est arrivé dimanche au Japon. Sa visite qui durera jusqu'au 10 avril est une réponse à l'invitation de la clique de Miyamoto, le président du parti soi-disant communiste japonais.

En ces durs temps de crise intérieure et internationa-

le, le PCF a besoin d'appui internationaux qui cautionnent sa politique. Comme le parti révisionniste italien et le parti révisionniste espagnol, le PCJ est un interlocuteur intéressant pour Georges Marchais.

Le PCJ a dû depuis un certain temps prendre en apparence des distances vis-à-vis de Moscou qui occupe toujours une partie du territoire japonais. L'opinion publique japonaise s'en indigne. Aucun parti bourgeois ne peut parvenir au pouvoir sans s'opposer à l'URSS sur cette question. Le PCJ a donc dû afficher des sentiments réservés vis-à-vis de l'URSS.

Le PCF a dû faire de même après les témoignages irrefutables prouvant l'existence de camps de concentration en URSS. Dans les deux cas il s'agit bien de prises de position tardives et forcées auxquelles il ne faut pas se fier.

Autre point commun prochainement renforcé : jusqu'ici le PCJ n'avait pas officiellement répudié la « dictature du prolétariat » dans les textes. Ce sera bientôt chose faite ; au prochain congrès de ce parti la « dictature du prolétariat » sera remplacée par le « pouvoir de la classe ouvrière ».

Le PCJ a un peu de retard sur le PCF mais gageons que Georges Marchais saura « conseiller » Miyamoto pour rattraper ce petit retard dans la course à l'antimarxisme-léninisme.

## L'expulsion d'URSS du représentant du «Crédit Lyonnais»

## LE CHANTAGE DE MOSCOU

Valentin Korelsky, directeur du bureau de Moscou du «Crédit Lyonnais», fait l'objet d'une décision d'expulsion d'URSS. On ne cache pas du côté français l'inquiétude que provoque cette mesure. Elle a en effet une signification politique importante.

Le «Crédit Lyonnais» qui a été la première banque occidentale à être accréditée en Union soviétique en 1972, fait le plus gros volume d'affaires de toutes les banques françaises. Pendant la période 1970-1974, ce volume a représenté 37 % du montant des contrats financés par la France vers l'URSS, avec 6 milliards de crédits et 8 milliards de contrats.

Comme on le voit les intérêts des capitalistes français mis en cause sont de taille.

Quelle est donc la raison de cette mesure d'expulsion ?

Il s'agit tout simplement d'une réplique à l'expulsion

de France, le mois dernier, d'un Soviétique se faisant appeler Ivanov, colonel des services secrets de Moscou. «Ivanov» s'occupait en particulier d'exercer des pressions sur des réfugiés politiques soviétiques en France. Il y était venu une première fois lors de la visite de Brejnev en décembre 1974. Ses activités ayant été alors remarquées, il est revenu une seconde fois, sous un faux nom et avec un visa de touriste.

L'expulsion de Korelsky est une réponse à celle de cet agent du KGB. Il s'agit pour les dirigeants sociaux-impérialistes russes de faire pression sur le gouverne-

ment français pour qu'à l'avenir il ne prenne plus de mesures contre les espions soviétiques agissant en France. Pour cela, Moscou menace de s'en prendre à ce qui touche le plus les monopolistes français : les profits qu'ils réalisent en URSS.

Le chantage peut se résumer de la façon suivante : si vous ne laissez pas nos espions tranquilles, on ne laisse pas tranquilles vos financiers. L'attitude du gouvernement français sera par conséquent intéressante à suivre de près. Cette affaire montre que si pour les capitalistes français la coopération économique avec l'URSS est un moyen de réaliser d'importants profits, pour les Brejnev et Cie c'est notamment le moyen de pouvoir exercer des pressions sur les gouvernements occidentaux.

## Toulouse

## Grève générale dans le bâtiment

Suite de la page une.

Depuis lors, le patronat, intransigeant, avait joué sur le pourrissement de la grève, comptant sur le sabotage de l'action entreprise : c'est sans compter sur la combativité et la détermination des travailleurs qui se sont organisés pour durcir et élargir le mouvement.

La base de la CGT et les militants et délégués CFDT ont su s'opposer à la démobilisation et au sabotage des bonzes CGT qui, réfugiés dans un attentisme coupable, ne faisaient rien pour organiser l'action de longue durée. Les piquets de grève jouant un rôle décisif dans l'efficacité et l'élargissement de l'action ont été organisés et mobilisés : ils ont organisé et impulsé la solidarité interprofessionnelle et un soutien matériel. En premier lieu par la CFDT.

Les dirigeants révisionnistes de la CGT ont dû entériner ce qui leur a été imposé. Le plan du patronat — affolé par ce genre d'action — a échoué. Les idées de la lutte classe contre classe ont largement progressé parmi les ouvriers déterminés à vaincre.

La classe ouvrière du bâtiment ne fera pas les frais de la crise.

Jeudi 1er avril malgré une mobilisation très tardive et un temps très court pour mobiliser, 800 travailleurs du bâtiment ont manifesté dans les rues de Toulouse à la veille des négociations.

Entre autres mots d'ordre on pouvait entendre :

— Du travail pour tous ! Non au licenciement !

— Augmentation égale pour tous !



SNAV (véniissieux) : 5e semaine de grève

## HALTE A LA REPRESSION ! NON AUX LICENCIEMENTS !

Malgré la trahison de la CGT, dont la seule réaction en face des 13 licenciements et des 17 mises à pied n'a été que de pondre un tract où il est question que les travailleurs des conteneurs « n'ont pas à subir les conséquences des erreurs de la lâcheté de quelques individus qui jusqu'au bout n'ont pas eu le courage de leur dire la vérité », la lutte des grévistes continue de plus belle avec occupation des locaux ! Pour tant les licenciés viennent d'apprendre qu'ils ne toucheront pas un seul centime en partant.

Lundi après la réunion inter-syndicale, la CGT s'est réunie à part et a décidé que la CFDT devait dénoncer les « gauchistes » et la CGT passera à l'action (on se demande laquelle ?). Pour comprendre ce que la CGT entend par gauchistes rappelons ce tract du 26 février 76 : « tout le monde sait maintenant que le fameux Cohn Bendit qui les dirigeait à cette époque, se retrouvait chaque soir sur les barricades après avoir déjeuné avec un... ministre ! »

Peut-être ce genre de calomnie gratuite permet-elle de faire avaler la ligne de collaboration de classe pratiquée par les dirigeants cégétistes de la SNAV !

Dans un tract du 11 mars 1976, ces messieurs déclarent : « Attention ! Afin d'éviter toute manipulation

du mouvement sur des questions autres que celles que nous venons d'exposer, nous demandons aux travailleurs de quitter l'entreprise ». Peut-être que les bonzes de la CGT préfèrent qu'on oublie que le patron a pu dire devant le tribunal « La CGT, pourtant majoritaire dans l'usine, ne cautionne pas le mouvement »... tract de la CGT à l'appui. C'est déjà tout un poème !...

On dirait bien que les dirigeants de la CGT n'aiment pas beaucoup les luttes où les travailleurs immigrés sont en majorité écrasante. Ils n'aiment pas les luttes où les décisions sont prises par le comité de grève. Pas plus que les luttes où les travailleurs occupent leur atelier et détiennent 200 conteneurs (qui devraient déjà être livrés), malgré la répression

patronale et le fait qu'une ordonnance des référés permet aux flics de venir expulser les délégués syndicaux qui occupent l'atelier (CFDT). Les petits rois de la CGT sont beaucoup plus occupés à proposer la carte et rien de plus.

Pourtant beaucoup de gens seraient prêts à débayer en solidarité avec les conteneurs. Seulement le chantage dégueulasse du patron et les menaces de la maîtrise, les manœuvres de la CGT sont tels que cette solidarité n'est pas encore générale. Le principal obstacle à l'unité des travailleurs c'est les dignitaires, révisionnistes patentés, dirigeants de la CGT.

En tout cas la combativité des grévistes ne diminue pas pour autant. D'accord avec le comité de grève, la

CFDT a fait passer le patron aux référés vendredi.

Le comité d'entreprise a tenu une réunion extraordinaire. Il a largement répandu le bruit qu'il y aura une nouvelle tentative de chargement des conteneurs, ce qui est purement et simplement une tentative d'intimidation accompagnée de chantage à peine voilé.

Les revendications des grévistes se font entendre toujours plus fortes :

Halte à la répression, non aux licenciements. Français-immigrés, un même combat, 250 F pour tous, respect de la personne humaine, meilleures conditions de travail.

Tous ensemble au même moment.

Correspondant HR

## la France des luttes

### Prisunic Parly II La détermination des travailleurs conduit à la victoire

Les revendications étaient : 1 700 F minimum (au lieu de 1 396 F), 40 heures, le 13e mois, augmentation des effectifs. Après 3 semaines de grève, la direction a cédé de 80 à 120 F d'augmentation (les basses catégories ayant la plus forte augmentation).

« Si nous l'avions écouté nous aurions repris le travail sans avoir rien obtenu »

Un représentant de l'Union locale (UL) CGT, à plusieurs reprises, a tenté de faire arrêter la grève, alors que la direction n'avait proposé que 50 F. Il proposait de « reprendre la lutte » lors des négociations officielles prévues par la direction pour le 28 avril. Les travailleuses ont repoussé en AG cette capitulation.

Les travailleurs délibérément isolés

Les UL CGT et CFDT n'ont pas popularisé la lutte dans la région. Certaines sections syndicales FO et CGT

— la CFDT étant peu représentée — ont empêché d'autres prisunics d'entrer dans l'action. Malgré tous ces obstacles, les travailleurs de la région qui ont eu vent de la lutte de Parly II, ont manifesté leur soutien et d'autres prisunics sont entrés peu à peu en lutte (Champs-Élysées, St-Ouen, Puy-de-Dôme).

Comme des mouches sur un fromage !

Que c'est bien une lutte pour se faire mousser à bon compte ! C'est ainsi que le PCF a voulu s'approprier le « soutien » : Comme il ne pouvait pas contrôler seul le comité de soutien il le sabote. Il « s'approprie » une porte de Parly II pour distribuer des tracts et faire la collecte, seul (c'est-à-dire après avoir chassé les autres !). Pire, il a tenté (en vain) de faire distribuer ses tracts et son journal local par les grévistes, parce qu'il y avait dedans un article sur Prisunic !

Les travailleurs ont joué ces manœuvres et remporté une victoire.

## Fin de la grève des éboueurs

La bourgeoisie lyonnaise ne sera pas dévorée par les rats !

(TITRE DU « PROGRES » REMANIÉ !)

Lundi 29 mars, on attendait l'armée, c'est une boîte privée, protégée par les flics qui a ramassé les ordures dans certains quartiers ! Le commandeur de la place de Lyon n'a pas voulu ridiculiser l'armée... A moins qu'il ait craint que les « bidasses » ne veuillent pas jouer les briseurs de grève.

Mercredi 31, après avoir signé un protocole d'accord avec le maire de Lyon, les syndicats CFDT, CGT, CAT autonome, annonçaient la satisfaction de certaines revendications. Ce protocole d'accord promet des mesures nationales pour le reclassement des personnels des services de nettoyage !... En attendant, sur le plan local, faute de reclassement (qui dépend du gouvernement), des compensations sous forme de primes seront accordées (en fait ces primes ont seulement été augmentées. Il faut donc déduire ce qui a déjà été obtenu) :

- pour les conducteurs PL : 160 F
- pour les éboueurs et chefs éboueurs : 120 F (au lieu de 50 F)
- pour les ouvriers d'entretien et les égouttiers : 70 F (drôle de justice que d'accorder beaucoup de plus, — syndiqués autonomes —, et très peu d'augmentation à ceux qui gagnent le moins)
- paiement des heures supplémentaires pour les balayeurs des places et marchés après les heures normales de travail.

- titularisation immédiate des auxiliaires ayant la nationalisation française depuis moins de 4 ans et ayant plus de 4 ans de service en qualité d'auxiliaires (c'est un pas en avant mais on est loin de reconnaître le travailleur immigré comme un travailleur à part entière). En assemblée générale (avant le vote) les syndicats ont prétendu avoir obtenu la 5e semaine de congés payés pour les immigrés.
- rémunération des astreintes de la neige
- amélioration des droits syndicaux
- une veste de cuir tous les 4 ans aux ouvriers d'entretien de la voie publique
- expérience en 1976 de 2 ou 3 mois de journée continue par les OP des ateliers de nettoyage
- paiement des journées de grève à 75 % si le travail reprend immédiatement (chantage bien connu).

Pour les revendications à l'échelon national (2 000 F minimum par mois), il est prévu une de ces fameuses journées d'action nationale qui feront date dans nos livres d'histoire plus tard !! De plus, plusieurs revendica-

tions ont été dites acquises par les syndicats avant le vote alors qu'en fait elles ne figurent pas sur le protocole d'accord !...

### Le mécontentement est grand

Pourtant le mécontentement est très grand chez les éboueurs, alors que les syndicats ont appelé à la reprise du travail. Le vote de la reprise du travail (à main levée) a été houleux. La majorité des communaux de l'assemblée générale était composée des autres services de la ville. Ce que les éboueurs veulent, c'est continuer la grève et l'étendre sur le plan national, de telle manière que les luttes ne soient plus à mener ville par ville, mais que l'ensemble des revendications soient arrachées pour tous en même temps.

Dans la salle, des éboueurs révoltés disent « Grève nationale », « Non à la reprise du travail », deux ou trois gars crient « Ce qu'il faut c'est un mai 1968 ».

Le délégué de la CAT est particulièrement sifflé. Les camarades pensent que les syndicats enterrent à chaque fois les luttes (74-76). D'ailleurs ils se sont engagés devant le maire à ce que les ordures soient déchargées en 5 jours !... avec 19 camions faut le faire !

### Les conditions de travail

Le « Progrès » n'en a jamais parlé, il veut tout juste voir et sentir les tas d'ordures qui agressent la bourgeoisie lyonnaise. D'ailleurs la presse bourgeoise a tout fait pour dresser l'ensemble de la population contre les grévistes.

Les travailleurs disent : nous n'avons qu'un tout petit local pour 168 éboueurs. Notre travail est très salissant et nous n'avons que deux douches... De toute manière elles ne marchent pas». (Salissant, oui, pendant 13 jours les Lyonnais ont eu l'occasion de regarder d'un peu plus près les poubelles.) « Nous sommes obligés d'attendre d'être chez nous pour nous dégraisser ». « Au local il n'y a que deux WC (un WC pour 84 personnes) et 20 vestiaires (un vestiaire pour 9 personnes !). Donc nous arrivons le matin avec nos vêtements de travail... là il y a un peu de place entre les murs : c'est le parc à vélos ou le dépôt de matériel ! La « serpillère » pour s'essuyer les mains c'est nous qui la lavons même si c'est le rôle du service d'entretien de la ville. Notre boulot personne ne veut le faire, mais on le fait. Tous les matins on démarre à 6 heures ; on le fait pour

1 900 F par mois, après des années d'ancienneté ! Et puis sur la voie publique, il y a souvent des gars en service qui se font accrocher (à cause des sens uniques des rues de Lyon, et des contre-sens des bus... merci Pradel !...). Ça, la presse bourgeoise n'en parle jamais ! » « Nous, on demande des salaires décent, des salaires qui correspondent au travail qu'on fait — 2 000 francs minimum pour tous —. On veut un renforcement des effectifs, et un matériel un peu plus moderne car celui qu'on a est vétuste et dangereux. On demande à passer à l'échelon supérieur. De toute manière les effectifs sont de plus en plus jeunes et notre combativité augmenté tous les jours ! »

### Les étudiants avec nous

A ce moment un éboueur déclare : « Ce qu'il faudrait c'est que les étudiants se mettent avec nous, comme en 1968 ». « Tiens, quand les CRS sont rentrés à la Martinière (lycée technique), ma fille est revenue avec un œil gros comme ça. Je lui ai dit : "T'as raison ma fille" elle m'a répondu : "Je suis prête à recommencer" ».

Correspondant HR avec l'approbation des grévistes

### Grève

#### à la Socém (Evry)

C'est une usine de fabrication de transformateurs électriques. 84 salariés.

Depuis le 31 mars, tous les travailleurs (techniciens et maîtrise compris) sont en grève, principalement contre les nouvelles classifications et pour 2 000 F minimum. Les patrons veulent organiser leurs déclassements, tout en maintenant des salaires de misère (1 400 F — base heures — pour les stagiaires) et des horaires de 44 h 30.

C'est la première grève dans cette boîte depuis 25 ans qu'elle existe. Chaque matin, une assemblée générale rassemble les grévistes.

Correspondant HR.





## la France des luttes

# Sablé : vers le succès ?

Depuis le début de la grève (cf. HR No 461), la situation a évolué tant à Roche-la-Molière (St-Etienne) qu'à Pantin.

A Roche-la-Molière, à la suite de l'agression dont nous avons déjà parlé (notons au passage que parmi les grévistes blessés par le commando se trouve une jeune femme de 21 ans !), les travailleurs ont alerté la population de la ville au moyen de réunions, tracts, etc.

Le lundi 29, la délégation de 8 grévistes envoyée par Pantin arrivait à 3 heures du matin. Trois quarts d'heure plus tard apparaissaient la maîtrise, les cadres et le directeur (les mêmes que l'autre matin), venus là pour empêcher la délégation et les grévistes de pénétrer dans l'usine (voir photo).

Ils furent l'objet de la moquerie des ouvriers présents. Plus tard dans la matinée, après la rentrée des non-grévistes, la délégation de Pantin put rentrer dans l'enceinte de l'usine et aller crier des slogans sous les fenêtres des bureaux. Mais toutes les portes des bâtiments étaient barricadées par des containers, et avec les chiens par derrière !

## Intimidation et campagne de mensonges

Sur 510 personnes, cadres et maîtrise compris, on comptait lundi environ 140 personnes devant l'usine, auxquelles il faut ajouter les grévistes restés chez eux. Si les grévistes présents étaient très résolus, il y avait pourtant un certain nombre de non-grévistes. A cela, deux facteurs : l'intimidation (voir les méthodes musclées utilisées, ainsi que l'appel aux flics), et une campagne de mensonges et de fausses nouvelles de la part de la direction. A ce sujet, voici un passage de l'intervention faite au nom de la délégation par un gréviste de Pantin :

« L'information : c'est la raison de ma présence ici aujourd'hui avec les autres camarades de Pantin. La direction et en particulier M. Defontaine, nous interdisent toutes les communications avec vous. Auraient-ils peur que les travailleurs sachent la vérité, qu'ont-ils à craindre de la vérité s'ils ont la conscience tranquille ? Ce qui est vrai, c'est qu'ils cherchent à provoquer l'isolement des deux endroits, Pantin et Roche-la-Molière, de façon à pouvoir jouer sur les deux tableaux. Songez qu'à Pantin, Marcel Sablé a déclaré devant tous les travailleurs en grève qu'il n'y avait aucun gréviste à

Roche-la-Molière et que nous mentionnons. Dans les bureaux, lorsque nous téléphonons, les gens nous donnent également des informations fausses sur ordre de M. Defontaine... »

## Echange d'informations

La venue de la délégation de Pantin a donc permis un échange d'informations, et surtout de regonfler le moral des travailleurs tant à Pantin qu'à Roche-la-Molière.

Malgré une participation insuffisante, la grève a été efficace, l'arrêt des ateliers de soudure, de sellerie et de peinture ayant bloqué en partie la production. Depuis les travailleurs de Roche-la-Molière ont obtenu :

— le 13e mois, sur la base de 43 heures pour tous, y compris ceux qui ne font que 40 heures, jusqu'au coefficient 190 (ça concerne 33 % du personnel).

— 2 % d'augmentation en avril, plus un relèvement des bas salaires.

— pour juillet, le mini à 1 733 F et 1,5 % d'augmentation en plus du maintien et de la progression du pouvoir d'achat.

— contrats définitifs pour les 80 personnes employées sous contrat de 3 ou 6 mois.

— la mise en place d'une cantine. Signalons que les travailleurs comptent auparavant « nettoyer » le CE, contrôlé actuellement par un secrétaire impliqué dans des histoires de pots-de-vin avec les fonds du CE.

— aucune sanction contre les grévistes (par contre les plaintes pour coups et blessures déposées par 3 grévistes sont maintenues).

— l'étalement des pertes de salaire des grévistes sur 3 mois, avec intégralité des congés payés et du 13e mois.

— sur la question du travail au rendement, une expérience de modification sera faite en avril à Pantin, puis généralisée si ça marche.

En ce qui concerne Pantin : les grévistes ont transformé leur revendication de 13 F du point en 200 F pour tous. C'est le passage d'une revendication d'aug-

mentation hiérarchisée à une revendication uniforme.

## Les propositions de la direction

Jeudi matin, la direction proposait le 13e mois sur la base de 43 heures pour ceux qui les font, et le salaire mini à 1 800 F en incluant le 13e mois et les primes d'ancienneté. Les grévistes refusèrent, mettant en avant la 5e semaine et les 200 F pour tous. Ils sont décidés à durcir la grève si le patron ne cède pas là-dessus, une partie d'entre eux étant d'ailleurs pour l'occupation. (Les premières collec-

tes ont donné de bons résultats).

Précisons d'ailleurs par rapport à un passage ambigu de l'article précédent que le mouvement a été marqué par l'entière unité d'action CGT-CFDT, c'est l'une des choses qui a fait sa force.

Jeudi soir, la direction ayant « fait ses comptes » devait faire les mêmes propositions. Comme il n'y ni la 5e semaine ni les 200 F uniformes, les grévistes ont refusé. Ils sont résolus à obtenir une victoire.

Correspondant HR approuvé par des grévistes

Vendredi 2 avril, à 15 h 30, s'est tenue une assemblée générale où les grévistes ont voté à la majorité



Le lundi 29, à 5 heures du matin, Defontaine (directeur de l'usine à Roche-la-Molière) dans sa tenue de sport ! (photo prise par un gréviste).

cond tour il y avait un bulletin nul, 43 pour le durcissement et 37 pour la reprise.

## Prix

# 2,4 % d'augmentation du SMIC pour camoufler l'aggravation des conditions de vie des travailleurs

Dans « Le journal officiel » du 1er avril, trois arrêtés annonçaient que le SMIC était relevé de 2,4 %. Si le SMIC était bien dans la réalité le salaire minimum, l'on ne devrait donc plus toucher moins de 8,08 F par heure de travail. Mais l'on sait bien, ce ne sont pas les exemples qui manquent, que nombre de travailleurs ne gagnent même pas cela, ou bien y arrivent péniblement à condition de toucher des primes de rendement.

Lorsque, voici un peu plus d'un mois, les indemnités versées aux chômeurs au titre de l'aide publique étaient revalorisées, passant à dater du 23 février de 12 à 13,50 F pour les trois premiers mois de chômage et de 11 à 12,40 F pour les mois suivants, la bourgeoisie a présenté cela comme une mesure importante qui faisait progresser de façon décisive le niveau de vie des travailleurs même privés d'emploi. Aujourd'hui de la même façon elle laisse entendre que les 2,4 % de « rallonge » pour les smicards représentent un progrès important du pouvoir d'achat des travailleurs. Dans l'un et l'autre cas, la bourgeoisie veut apparaître comme généreuse et soucieuse de l'élevation du niveau de vie de la classe ouvrière. Mais devant les faits ces allégations ne tiennent pas, et il est aisé de démontrer que les capitalistes ne concèdent rien, pas

même un centime, aux travailleurs.

Les faits, ce sont ceux-ci. Depuis le 1er mars, l'électricité a augmenté de 15,4 %. Quant au prix du gaz d'usage domestique, il a augmenté de 7,5 %. Depuis plusieurs semaines des rumeurs circulent sur un relèvement du prix du timbre-poste qui passerait de 0,80 F à 1 F. Dans les couloirs du secrétariat d'Etat aux PTT, on se contente de nier cela pour l'instant, mais l'on affirme que la question est à l'étude de même que l'est celle de l'opportunité du maintien de 2 vitesses pour l'acheminement du courrier. Ce qui signifie en clair que les timbres à 0,60 F passeraient eux aussi à 1 F.

Il n'y a pas si longtemps le téléphone augmentait de 11 %, les télégrammes de 28 %, la poste internationale de 30 %, les tarifs SNCF de 8 %, etc. Et récemment le ministre du Travail, Michel Durafour, annonçait pour les premiers jours d'avril la « revalorisation » du prix de la journée d'hôpital. Il n'en fixait pas le taux, mais de son côté l'Union hospitalière privée revendiquait une hausse des prix de 14 à 14,5 % selon les spécialités. Cette augmentation sera la deuxième en 6 mois puisque la dernière, de 5 %, n'était intervenue que le 1er octobre dernier.

Un grand nombre de produits ont augmenté depuis

le début 1976. Citons pour mémoire les automobiles, les textiles — notamment la confection masculine et féminine, la chemiserie, la lingerie — les jeux et jouets, les places de cinéma, la papeterie. Les articles émaillés ont augmenté de 4 %, les articles de ménage en aluminium de 4,5 %, les petits moteurs électriques de 4 %, les panneaux en fibre de bois de 3 à 5 %, etc.

Mais c'est l'alimentation, à laquelle est consacré l'essentiel des salaires ouvriers, qui a connu les hausses les plus spectaculaires, et en tout cas les plus douloureuses pour les travailleurs. La levure a augmenté de 6 %, les volailles de 1,4 %, les œufs de 4,9 %, les viandes de près de 1 %, les légumes et fruits de 1,2 %, la charcuterie de 1,3 %, dont pour le jambon une hausse de 5 %, la bière bouteille de 4 %, etc. Les prix dans les restaurants ont grimpé en moyenne de 8 %. La taxation mise en place pour les pommes de terre, soi-disant pour empêcher la flambée des prix, a permis l'apparition d'un marché parallèle. Et l'on a vu des patates atteindre 1,30 F pour la Bintje, 2 F pour la « belle de Fontenay ». La liste n'en finit plus de s'allonger.

Mais elle montre, sans qu'il soit besoin de faire de savants calculs, ce qu'il en est des prétendus cadeaux que la bourgeoisie fait aux

## UNE HAUSSE DES LOYERS SPECTACULAIRE

Les 1 300 familles habitant les immeubles HLM « Orgues de Flandre », à Paris dans le 19e arrondissement, se sont récemment déclarées « gravement préoccupées par les hausses de loyer simultanées appliquées par le propriétaire : le Foyer du fonctionnaire et de la famille », et ont dénoncé les « agissements semblables » de cet organisme, rue Didot dans le 14e arrondissement. Si l'on suivait la volonté du FFF, note l'Amicale des locataires du 19e, les loyers augmenteraient de 38,63 % d'ici juillet !

travailleurs et aux chômeurs. Non les capitalistes ne donnent rien et ce qu'ils présentent comme des augmentations du SMIC ou des indemnités de chômage ne sont là que pour masquer que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière ne cesse de diminuer, que les conditions de vie imposées aux travailleurs sont de plus en plus dures, et que la bourgeoisie cherche chaque jour un peu plus à faire payer à la classe ouvrière et aux masses populaires les pots cassés de la crise de son système capitaliste pourri.



## Nouvelles révélations publiques sur l'attitude des dirigeants du PCF pendant la guerre d'Algérie

Dans son numéro 6 (mars 1976) la revue « *Théorie et politique* » qui se définit comme « *revue maoïste indépendante* » vient de publier un article de Jean Daubier sous le titre « *Aux origines d'une prise de conscience — La guerre d'Algérie et le conflit sino-soviétique* ».

Tout en reprenant certains faits déjà connus, cet article apporte d'utiles précisions sur certains d'entre eux. Par exemple en ce qui concerne l'arrestation à Marseille de la doctoresse Annette R... par la police en raison de son soutien actif au FLN, il est précisé « qu'un bulletin de la Fédération des Bouches-du-Rhône la désigna comme quelqu'un qui travaillait pour le Front. Son nom n'était pas cité mais il y avait suffisamment de détails pour qu'on puisse l'identifier. La Fédération voulait mettre en garde contre ce médecin, car elle avait probablement gardé des relations au sein du parti et dans l'optique des bonzes locaux une certaine "contagion" pouvait en résulter.

Le bulletin n'avait qu'une diffusion restreinte mais la police a toujours un exemplaire de ce genre de publication. Peu de temps après, Annette R... fut arrêtée. »

Précisons que la militante en cause, membre du Parti communiste français, avait effectué un voyage d'intérêt médical en URSS quelque temps avant ces événements, et que ses propos, à son retour, n'avaient été que très peu favorables. Ces faits se situent dans la période du 20e Congrès et de la « montée » de Khrouchtchev.

Jean Daubier indique dans un autre passage :

« Depuis 1956, les Algériens engagés dans la lutte de libération, les immigrés en France notamment, avaient été scandalisés par l'attitude du PCF dans le conflit, attitude en harmonie avec l'orientation des partis occidentaux que la nouvelle ligne khrouchtchévienne ne pouvait qu'encourager. La lutte des nationalistes algériens n'inspirait guère d'enthousiasme aux "communistes" français. Les militants n'étaient nullement mobilisés pour aider les Algériens. Le parti « s'opposait » à la guerre par des moyens peu crédibles : pétitions aux mairies, délégations aux parlementaires, petits meetings. On ne peut même pas dire dérisoires. Faut-il rappeler que la guerre d'Algérie, un des plus sanglants conflits de l'histoire, a fait un million de morts sur une population de 10 millions de personnes ; qu'elle vit la généralisation de la torture et que la fascisation de l'armée française menaçait d'emporter les institutions du pays ?... »

L'article note également : « L'aide directe, concrète à la résistance algérienne était refusée par la plupart des militants du parti. Ceux qui participaient aux activités d'un réseau de soutien ou agissaient dans les rangs du FLN étaient rares. Ils le faisaient toujours à l'insu de leur parti. »

La courte étude de Jean Daubier débouche sur une juste analyse de la relation qui s'effectua entre la question de la guerre d'Algérie et le « conflit sino-soviétique », nous dirons la lutte entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne. « Quand éclata le conflit sino-soviétique, y est-il précisé, un clivage s'ébauchait déjà entre ceux qui pratiquaient la coexistence sans principes avec les États-Unis et dont on comprenait de mieux en mieux qu'elle

était dirigée contre le mouvement de libération nationale et ceux qui soutenaient ce dernier et prônaient la lutte armée. En stigmatisant le révisionnisme, les Chinois qui avaient compris à Bandoung en 1955 toute l'importance du tiers monde apparaissaient comme les tenants d'un marxisme adapté aux réalités de notre temps. Mao et Chou En-lai parlaient un langage que les militants de la guerre d'Algérie comprenaient bien. Ils parlaient le langage de l'internationalisme, le langage du prolétariat révolutionnaire. »

A cette précision près qu'à notre avis le Parti communiste chinois avait conscience de l'importance du tiers monde bien avant la Conférence de Bandoung (voir « *La démocratie nouvelle* » de Mao — théorie de la révolution dans les colo-

nies — janvier 1940... même si l'expression « tiers monde » n'y apparaît pas encore), nous partageons pleinement le point de vue ainsi exprimé.

Au moment où les dirigeants révisionnistes français s'emploient à falsifier la réalité de leur méprisable comportement vis-à-vis du peuple algérien en guerre contre le colonialisme français, l'article de la revue « *Théorie et politique* » méritait d'être signalé comme contribuant positivement à la diffusion de la vérité historique.

Précisons que nous n'avons pas encore lu les autres articles du numéro de cette revue et qu'en conséquence nous ne saurions ni les approuver ni les critiquer pour le moment. Notre jugement ne concerne donc bien que l'article de Jean Daubier.

### Logement

## Comment les municipalités PCF interdisent aux familles immigrées d'habiter des cités HLM

*J'ai fait récemment une demande à l'office public d'HLM de la Courneuve-Seine-Saint-Denis, pour obtenir un logement HLM. L'employée me demande où je veux aller : « A la cité des 4 000 logements ? Mais, vous savez, c'est très mal famé. C'est plein d'Arabes ? » Comme je lui dis que, moi, je ne fais pas de différence, elle m'envoie à la mairie trouver un dénommé Bernard, délégué au logement du Conseil municipal.*

A la Courneuve, la mairie est aux mains du PCF depuis plus de 30 ans, et le bureau de ce M. Bernard regorge de publications du PCF. « Un F 4 ? D'accord. Mais... votre nom n'est pas français... Ça m'aurait étonné ! Non, non, nous ne sommes pas racistes, mais vous comprenez l'office de la ville de Paris ne tient pas à mettre des étrangers aux « 4 000 ». Il est Tunisien... Ah... Et vous même, vous êtes bien française ? »

Je lui décline mon identité, je lui dis que je suis professeur agrégé, et que mon mari est étudiant. Tout sourire, M. Bernard change de ton : « Évidemment ce n'est pas parail... Vu votre position sociale, il n'y a pas de problème. Dans trois mois, vous êtes logée ». Et de m'assurer que je peux donner tout de suite mon préavis de départ à mon propriétaire actuel.

Une semaine après, je reçois un permis de visite pour un F 4, que j'accepte dans l'état où il est ; puis un avis d'enquête de l'OPHLM de la ville de Paris qui gère la cité des 4 000 logements.

Cette fois, dès que je leur dis mon nom : « Mais comment ? Qui vous a envoyé ici ? C'est pas possible ! M. Bernard ? Mais il sait très bien que nous n'acceptons plus d'étrangers ! ». Conciliabules dans le bureau. Coups de fil à la mairie... « On est désolé, mais ce n'est pas possible. La préfecture de police est formelle : elle ne veut plus d'étrangers à la Courneuve. »

On me montre une circulaire en date du 16 février 75 où il est écrit en toutes lettres : « L'OPHLM ne logera plus un seul étranger ».

« On n'est pas raciste, mais comprenez-vous il y a trop d'étrangers à la Courneuve, on n'a même plus le droit de loger les enfants des étrangers déjà en HLM... On regrette d'autant plus, vue votre position sociale... On préfère loger des honnêtes gens que des canaques ». Et l'on me suggère : « Peut-être n'êtes-vous pas mariée officiellement », et encore : « Votre mari n'a pas l'intention de se faire naturaliser ? ». Je réponds que l'on abandonne pas sa nationalité pour une HLM.

Lorsque je le revois à la mairie de la Courneuve, M. Bernard est... très pressé : « Bien sûr, je savais... mais vous étiez un cas social. Ça aurait pu passer à travers les mailles. Je vais faire remonter ça plus haut. Je vous écrirai ».

Je devais apprendre par la suite que ce M. Bernard s'était renseigné auprès du bureau d'État civil pour savoir si je m'étais inscrite sur les listes électorales. C'était l'époque des cantonales, et certainement M. Bernard ne voulait pas remuer le petit doigt pour quelqu'un dont il était sûr que son parti ne récolterait pas la voix aux élections.

Je perds une nouvelle journée de travail pour retourner à l'OPHLM de la Courneuve. Là, les employés ébahis : « On ne vous veut pas ? C'est curieux ! Ah non on n'est pas au courant ! Allez donc à la préfecture à Bobigny au service du logement des immigrés... »

Là-bas, pas de problème soi-disant, je serais relogée à Drancy, à prendre ou à laisser. J'y apprend incidemment qu'en Seine-Saint-

### UNE NOUVELLE AFFICHE POUR FAIRE CONNAITRE NOTRE QUOTIDIEN

**QUOTIDIEN DU SOIR  
A PARIS**

**l'Humanité rouge**

Publié de 1944 à 1956, reprise en 1976

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

**Distribué par NMPP  
DANS CES KIOSQUES:**

- La France des luttes
- Le monde en marche
- Economique et social
- Arts et littérature
- Enquêtes, reportages, interviews, documents

**L'HUMANITE ROUGE**  
B.P. 61 - 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 - La Source  
L'exemplaire : 1,50 F.

**QUOTIDIEN DU MATIN  
EN PROVINCE**

PASSEZ VOS COMMANDES  
A L'HUMANITE ROUGE — ADMINISTRATION  
BP 61 — 75861 PARIS CEDEX 18

Denis, il y a au moins 7 villes interdites aux étrangers : Saint-Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Ouen, Sevran, Aulnay-sous-bois, et Bobigny. Je note au passage que ce sont toutes des municipalités PCF... L'on m'apprend également que c'est à la demande expresse des mairies que la préfecture fixe un quota d'immigrés quand elles jugent qu'elles ont dépassé le « seuil de tolérance ». Le lendemain, j'y retourne avec des papiers qu'on m'avait demandé, cartes de séjour, etc. Mais peine perdue, l'on m'oppose un nouveau refus. Et je suis toujours pour l'instant dans un deux pièces insalubres que je dois quitter le 30 mai.

Bernard et les autres à qui j'ai posé des questions ont voulu me faire croire que cette interdiction pour les immigrés était imposée à la commune. Je veux bien. Mais alors qu'ils m'expliquent un peu pourquoi la municipalité n'a pas réagi quand on lui a imposé cette clause de discrimination raciale, alors que sur place, dans la cité des 4 000 logements, le PCF « anime » un club de jeunes et un club de vieux et alors qu'il paivoise en disant qu'il a plusieurs cellules !

La vérité c'est que les faux communistes de la mairie de la Courneuve se

sont bien plaints d'avoir trop d'immigrés parmi les administrés. La meilleure preuve c'est qu'à la cité des 4 000 logements, en guise de lutte contre la discrimination raciale, ils passent leur temps à réclamer... un poste de police, une surveillance plus étroite. Des « 4 000 logements » ils ont fait un ghetto en répandant des rumeurs sur les vols, les viols et les assassinats.

Ils instaurent dans la cité un climat de haine entre Français et immigrés.

Aux « 4 000 logements », il n'y a ni entretien, ni réparation. Et la politique de l'OPHLM qui ferme les logements d'immigrés dès qu'ils sont vides, conduit à ce que sur 4 000 logements, 3 000 seulement sont occupés !

Les intentions des faux communistes de la municipalité sont claires : ils veulent faire de la Courneuve une ville sans ouvriers, une ville résidentielle. Ils escomptent ainsi se remplir les poches avec les ventes de terrain et les côtes mobilières. Et puis ils espèrent que la moyenne bourgeoisie qu'ils vont amener à la Courneuve leur sera reconnaissante d'avoir débarrassé le coin de tous ces Arabes et qu'en récompense elle leur donnera de nombreuses voix aux élections.

Une lectrice



## Médecine

## Non à l'Ordre des médecins

Soixante-deux de ceux qui se nomment eux-mêmes « mandarins » demandent dans un manifeste publié dans le numéro de cette semaine du Nouvel Observateur « la disparition de l'Ordre des médecins ».

Cette prise de position fait suite à la décision du Conseil régional de l'Ordre, mercredi dernier, d'interdire provisoirement l'exercice de leur profession à quatre médecins bretons qui refusent de payer leur cotisation. Les signataires, tous professeurs, maîtres de conférences, agrégés ou chefs de service des hôpitaux, « affirment leur intention de soutenir par tous les moyens leurs confrères radiés, suspendus ou menacés. Ils attirent l'attention de l'opinion publique

sur le caractère exorbitant et scandaleux de cette sanction, prise à l'encontre de praticiens isolés et vulnérables, dont ni la compétence, ni l'honnêteté ne sont en cause ».

Cet « Ordre », véritable institution répressive qui n'a pas manqué de prendre un caractère fasciste — l'Ordre des médecins a été créé par Pétain sous Vichy, et l'occupation de la France par les nazis — est connu pour ses prises de position réactionnaires contre l'avortement et les médecins qui soutenaient les luttes des femmes dans ce domaine.

Parmi les signataires de ce manifeste figure en particulier Alexandre Minkowski, pédiatre à Paris.

## Cinéma

## Aperçu du festival de Royan

Actuellement se tient à Royan le 13<sup>e</sup> Festival international d'Art contemporain, qui a consacré une semaine (du 28 mars au 3 avril) au cinéma d'Asie du Sud-Est, de Chine et de Corée. Cette semaine était dédiée au cinéaste Joris Ivens.

Malgré les difficultés techniques et malgré le faible nombre de spectateurs (surtout des « spécialistes » du cinéma bourgeois) ce festival a permis de montrer un grand nombre de films au riche contenu révolutionnaire.

On a pu voir en particulier :

— Sur le Cambodge « Le peuple héroïque » (réalisé en 1975 par le GRUNK).

— Sur le Laos « Sous le drapeau de la libération » (réalisé par le Front patriotique laot et « Le peuple et ses fusils » de Joris Ivens (1969).

— Sur la Corée du Nord « La petite bouquetière » et « Les lamineurs », deux films coréens inédits en France.

— Sur l'Indonésie « Indonesia calling » de Joris Ivens (1946).

— Sur le Viet-Nam « Le ciel, la terre » de Joris Ivens (1965), « Dong Phong » et « L'Enfant-poète » de G. Guillaume et des films vietnamiens « N'Guyen Van Troi », « La tempête se lève », « 17<sup>e</sup> Parallèle, jour et nuit », « L'Ouverture de la piste Ho Chi Minh ».

— Sur la Chine « 400 millions de Chinois » de Joris Ivens (1939), « Notre époque de feu », « De victoire en victoire », « Tatchai », « La fille aux cheveux blancs », « Les peintres du Houhsien », « Les jours ensoleillés »,... et 2 inédits « La rupture » et

« Hongyu (médecins aux pieds nus) », films très récents et très intéressants.

Les camarades chinois, coréens, viet-namiens étaient présents et ont pu donner certaines explications au public, notamment sur la situation actuelle dans leurs pays respectifs. Des représentants de la presse algérienne ont également participé aux débats. On peut faire d'ores et déjà quelques remarques :

— Il faut regretter le peu d'échos dans la région malgré d'importants articles dans la presse locale ; la création d'un comité AAFC permettra de mieux populariser à l'avenir ce type de manifestations.

— La présence d'un grand nombre de journalistes montre l'intérêt de plus en plus

important suscité dans notre pays par les luttes révolutionnaires en Asie.

— Certains films ont été critiqués par le public comme s'opposant à la lutte des peuples, d'autres ont reçu un accueil plutôt froid. Il s'agit en particulier des films sur le Viet-Nam réalisés par le cinéaste cubain Alvarez, dont le contenu défaitiste, pacifiste et de surestimation de l'impérialisme américain, ainsi que la forme typique de l'esthétisme bourgeois, ont été dénoncés.

— Joris Ivens, cinéaste au service du peuple, a été très chaleureusement applaudi par le public qui reconnaissait en lui la voie révolutionnaire en matière de cinéma.

Correspondant HR

## Comment Yukong déplaça les montagnes



### Débat autour du film

A la suite de notre appel pour engager un débat populaire autour des films du cinéaste Joris Ivens et de Marceline Lorian, voici une première lettre d'une travailleuse dactylo, lectrice de notre quotidien. Faites comme elle, écrivez-nous.

Des choses simples de la vie quotidienne : c'est certainement ce qui nous manquait le plus. Car des informations sur la Chine, nous en avons par les revues (Pékin Information, la Chine en construction), par l'Association des amitiés franco-chinoises, etc. Mais souvent ces informations, tout en étant précises, restent théoriques, générales pour ceux qui ne sont jamais allés en Chine.

Avec cette série de films, on voit des aspects vivants de la vie des Chinois. C'est important de voir comment ils se sont organisés et s'organisent encore, comment ils vivent.

Le plus passionnant a été pour moi « L'usine de géné-

rateurs ». Pensez, camarades, que dans cette usine on se préoccupe de la santé des travailleurs (« J'ai du mal à me réveiller le matin », explique l'un d'eux à une infirmière, et elle l'écoute !). Pensez, camarades, qu'il y a une crèche dans l'usine ! Pensez que les travailleurs décident ensemble des normes de production, qu'ils étudient ensemble ! Pensez enfin qu'ils osent discuter, critiquer, faire des dazibaos, qu'ils mènent une lutte de classe, et que ce droit leur est reconnu par la Constitution !

Les photos du passé sont un point de repère très bon et un témoignage rare : elles nous permettent de mesurer ce qu'était l'exploitation avant que la Chine soit socialiste, et les progrès qui ont été accomplis depuis.

Dans le même ordre d'idées, le rappel du passé par les anciens (lorsque les travailleurs, au cours d'une « longue marche » rencontrent de vieux paysans pauvres) se retrouve dans plu-

sieurs des films, comme une volonté de tout le peuple chinois de ne pas oublier...

Un point noir à mon avis : « Les artisans ». Pour montrer que l'artisanat traditionnel n'a pas été supprimé, les réalisateurs ne nous font voir qu'un aspect : des artisans réalisant des boudhas et autres figurines traditionnelles... pour l'exportation. Est-ce à dire que c'est le seul but de l'artisanat ? que l'artisanat ne sert pas le socialisme, tel une survivance qui ne pourra que disparaître ? que l'exportation est basée sur la diffusion des anciennes idées de la Chine ?

En conclusion, l'ensemble de ces films n'est, pourrait-on dire, pas très politique en apparence. Mais en fait, à voir comment la vie quotidienne de tous est imprégnée de nouveaux rapports, on comprend que la dictature du prolétariat est réellement au service du peuple.

Réunion-débat organisée par :

Comité de l'Association des AMITIÉS FRANCO-CHINOISES St-Brieuc

Librairie

« LE SEL DE LA TERRE »

Tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître les progrès spectaculaires de la situation sanitaire en Chine depuis 25 ans. Un des seuls parmi les pays en voie de développement, la République populaire de Chine a su maîtriser rapidement des problèmes sanitaires qui paraissaient insurmontables.

Dans la Chine socialiste, sous la direction du Parti communiste, la médecine, comme l'école, la justice, ... est mise au service des ouvriers, des paysans et des soldats.

### La politique sanitaire en Chine socialiste

— Des réussites spectaculaires au service du peuple (traitement des grands brûlés, greffes de membres...)

— La médecine n'est plus seulement une affaire de spécialistes : dans les campagnes, les « médecins aux pieds nus » sont des paysans qui continuent de travailler aux champs ; dans les usines, les « médecins-ouvriers rouges » ont un rôle préventif de lutte contre les maladies professionnelles, et veillent avec les autres ouvriers aux conditions de travail et de sécurité dans l'usine.

— La lutte contre la pollution, pour la protection de l'environnement est très importante ; de grandes campagnes d'hygiène sont menées, impulsées par le Parti communiste chinois.

— Alliance de la médecine traditionnelle et de la médecine occidentale.

— L'acupuncture comme méthode d'anesthésie et comme thérapeutique.

— Lutte contre les épidémies (ex. bilharziose).

— La recherche fondamentale (synthèse de l'insuline).

— La protection maternelle et infantile. Comment est mis en œuvre le planning familial.

#### MONTAGE DIAPOS ET DÉBAT

avec le docteur DÉROUESNÉ, neuro-psychiatre, médecin à l'hôpital de la Salpêtrière.

LE 14 AVRIL à 20 h 30

petite salle de Robien St-Brieuc

Conférence organisée par « LE SEL DE LA TERRE »

Les problèmes de santé mentale prennent une importance croissante dans les pays occidentaux. Ils donnent lieu à beaucoup de discussions et de luttes idéologiques. Ceci explique l'intérêt de plus en plus large qui est porté aux réalisations de la République populaire de Chine dans les moyens mis en œuvre pour guérir les maladies mentales.

Le professeur Dérouesné, neuro-psychiatre, a rencontré à plusieurs reprises des psychiatres chinois. Il fera une conférence débat l'après-midi sur :

### La santé mentale en Chine

— La nature des maladies mentales, à la lumière du matérialisme dialectique : pour les matérialistes, la pensée est le reflet du monde extérieur dans le cerveau humain. Les maladies mentales, maladies de la pensée

liées à une altération du fonctionnement du cerveau, ont toujours une base matérielle.

— Le double aspect des maladies mentales, biologique et idéologique.

— Les structures psychiatriques en Chine.

— Le dépistage des maladies mentales.

— Discussion sur la psychiatrie en France et sur la psychanalyse.

FOYER PAUL BERT, LE 14 AVRIL A 15 HEURES

ENTRÉE : 5 F

Gratuit pour les lycéens, élèves-infirmières, chômeurs.

### 12 films sur la Chine

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5e (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quintette — 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur — 12, rue Git-le-Cœur 6e (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :

La pharmacie — Une femme, une famille.

CHINE

## Une lettre écrite par les jeunes instruits au président Mao Tsé-toung

Le «Renmin Ribao» a publié le 25 mars en première page une lettre écrite par tous les jeunes instruits à la campagne de la commune populaire de «Kouankouotienti Tayeoutsouwei» (ce nom signifie un «univers où on peut donner toute sa mesure») au président Mao. Dans cette lettre ils se déclarent résolus à s'installer longtemps à la campagne et à repousser par des actes concrets le vent déviationniste de droite remettant en cause les conclusions justes de la Grande Révolution culturelle.

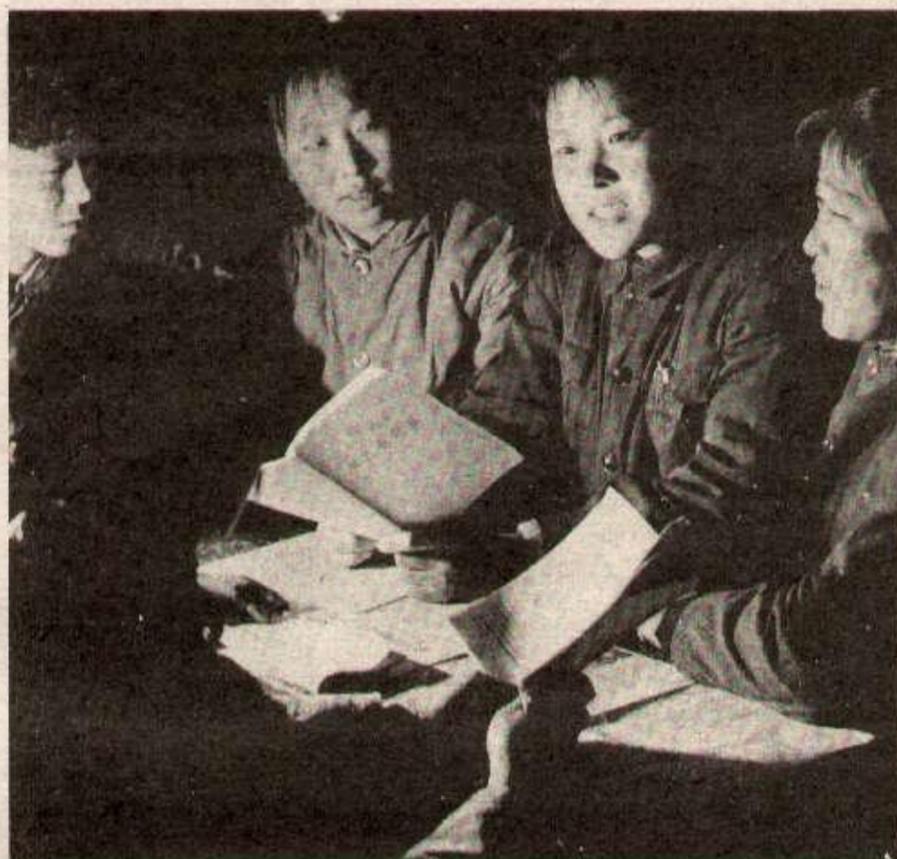
Un millier de ces jeunes instruits qui grandissent vigoureusement à la campagne sont devenus une nouvelle génération de paysans cultivés, ayant une conscience politique. Ils critiquent les responsables du parti engagés dans la voie capitaliste et refusant de s'amender, qui ont combattu la révolution dans l'enseignement et dénigré l'installation des jeunes intellectuels à la campagne.

Le village où se trouve cette commune s'appelait le canton de Talitchouang qui se distingua par la meilleure organisation des étudiants urbains et ruraux dans la production agricole. Son expérience attira alors l'attention du président Mao qui écrivit en 1955 cette note :

*« ceux qui ont de l'instruction comme eux doivent se faire une joie d'aller travailler dans les régions rurales s'ils en ont la possibilité. Il y a là un univers où ils peuvent donner toute leur mesure. »* Plus tard le nom de cette commune fut tiré de cette note : la commune populaire «univers où on peut donner toute sa mesure».

En s'établissant à demeure à la campagne, les jeunes instruits de la commune critiquent les argumentations absurdes colportées par Liou Chao-chi, Lin Piao et consorts, telles que «étudier pour s'assurer une haute fonction», «aller à la campagne pour se donner une apparence rouge» et «forme déguisée des travaux forcés». S'opposant à la ligne révisionniste, ils sont devenus des pionniers dans la lutte de classes et des combattants pour la poursuite de la révolution.

Le précepte «la dignité conférée aux bons lettrés» se transmet depuis des millénaires. Confucius se prononce pour. Liou Chao-chi et Lin Piao le préconisent sous une autre forme. Ce responsable du parti engagé dans la voie capitaliste et non repent, à son tour, avance : «Il faut choisir les meilleurs diplômés de l'école secondaire et les envoyer directement à l'université». Sa tentative n'a



L'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

d'autre but que de nous dévoyer et de nous utiliser pour restaurer le capitalisme. Nous n'avons aucun culte pour l'université qu'il nous propose. Les vraies aptitudes, les vraies connaissances, il faut les acquérir dans les trois mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. C'est pourquoi nous aimons infiniment notre université aux larges horizons.

Parmi nous, des communistes, qui, bien que devenus cadres de l'État, renoncent de leur plein gré aux salaires et gagnent des points de travail ; des membres de la Ligue de la jeunesse communiste, qui, après leurs études universitaires, sont retournés travailler à la campagne en tant que paysans ; des travailleurs d'avant-garde solidement enracinés dans la campagne. C'est dans une telle université que nous critiquons le révisionnisme et le capitalisme, nous travaillons au socialisme et luttons avec les paysans d'origine pauvre et moyennement pauvre contre le ciel et la terre. L'année dernière, la production céréalière à l'hectare a atteint 9,75 t dans toute la commune.

Ayant rappelé une série de directives du président Mao appelant les intellectuels à suivre la voie de s'intégrer aux ouvriers et aux paysans, il est dit dans cette lettre que ces directives nous ont indiqué l'orientation victorieuse du mouvement des jeunes chinois. C'est précisément à la lumière de ces directives qu'ils avancent

trionphalement dans la tempête de la lutte de classes.

«Maintenant, ajoute la lettre, sous votre direction clairvoyante, plus d'un millier de jeunes instruits de notre commune, dirigent directement le fer de lance contre ce responsable au sein du parti engagé dans la voie capitaliste et impénitent, de concert avec les paysans d'origine pauvre et moyennement pauvre, et font de leur tableau réservé à la vaste critique révolutionnaire un immense océan qui déferle pour stigmatiser la ligne révisionniste.»

Ils sont convaincus que si cette nouvelle réalité n'a pu être étranglée alors qu'elle n'était qu'en bourgeons, maintenant qu'ils sont déjà devenus une gigantesque forêt, ce responsable au sein du parti engagé dans la voie capitaliste et impénitent, visant à entraver l'avancement de l'histoire, ne fait absolument qu'un rêve chimérique.

Dans cette université des vastes régions rurales, ils ont pris la détermination de critiquer énergiquement le révisionnisme, le capitalisme, d'édifier le socialisme, de s'intégrer pour toujours aux ouvriers et aux paysans et de donner leur exemple dans la limitation du droit bourgeois et la réduction des trois grands écarts.\*

\* «Les trois grands écarts» signifient les différences entre travail manuel et travail intellectuel, entre ville et campagne, entre ouvriers et paysans.



Les jeunes instruits participent à l'édification du socialisme à la campagne.